

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 20/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PURFER**

338, rue Camille Desmoulins  
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

Références : UD-R-SSDAS-22-147-LL

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement PURFER implanté 338, rue Camille Desmoulins 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- 338, rue Camille Desmoulins 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE
- Code AIOT dans GUN : 0010600150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société PURFER exploite depuis 2006 ce site précédemment géré par la société MOLIMARD, une entreprise de ferrailles installée depuis 1984 à cet endroit. La dernière enquête publique date de 1987. L'arrêté préfectoral de PURFER a été mis à jour totalement en 2015 puis modifié en 2019. Cet établissement industriel d'environ 1,45 ha se situe dans la zone industrielle de Villefranche-sur-Saône sise entre l'autoroute A6 et la Saône et est bordé à l'Est par 2 voies ferrées inutilisées.

L'emprise comporte un bâtiment d'une surface au sol de 1 000 m<sup>2</sup> environ, dédié au stockage des métaux non ferreux à forte valeur marchande, ainsi que des bureaux et un atelier mécanique. Le site traite environ 25 000 t de déchets par an, dont 3 000 t par an de déchets non métalliques issus d'activité économique (DIB) sous rubrique 2714 et 2716. Ces derniers sont entreposés dans 3 alvéoles puis rechargés en bennes tassées au grappin, le site ne disposant pas de compacteur ou

presse à balle pour cette activité secondaire.

L'activité principale du site concerne les déchets métalliques pour environ 22 000 t / an. Deux activités se distinguent :

- le rachat de petits apports de métaux non ferreux auprès de fournisseurs très variés (ex : apport de cuivre, de câbles, de laiton, de batteries au Pb), sous la rubrique 2710 ;
- la gestion d'apports de déchets métalliques réceptionnés par benne ou poids-lourds, en particulier des équipements métalliques de grande dimension, des matériels de chantiers, sous la rubrique 2713. Le site procède à des opérations d'oxy-coupage et possède une ancienne presse-cisaille LEFORT d'une puissance de 600 CV, ces opérations étant classées sous la rubrique 2791.

Le site dispose d'un agrément VHU complet, mais n'exerce pas d'activité d'extraction de pièces de réemploi. Le site a traité 500 VHU en 2020 et 280 en 2018. Le site emploie environ 13 personnes, en 1 équipe en semaine ouvrée.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Volume de déchets non métalliques -rubrique 2714	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Analyses des rejets d'eau pluviale et recherche du PCB	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 4.3.10	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maîtrise des stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 8.2	/	Sans objet
Entreposage des déchets non métalliques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 8.1.10	/	Sans objet
Volume de déchets non métalliques -rubrique 2716	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 1.2.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Zone de réception des déchets apportés par le producteur initial	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 8.5.2	/	Sans objet
Quantité de batteries	Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 1.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PURFER de Villefranche-sur-Saône doit revenir à la conformité sur les points suivants :

- maîtriser la quantité de pneus et pneus jantés qui y sont stockés, largement supérieure aux 30 m<sup>3</sup> autorisés,
- faire les travaux nécessaires pour la mise aux normes de la gestion des eaux de ruissellement et d'extinction incendie.

Ces écarts ne conduisent pas à ce stade à une mise en demeure ni à des sanctions administratives immédiates, compte tenu des efforts de modernisation et d'investissement amorcés par l'exploitant en 2022. La prochaine visite d'inspection, en 2023, permettra de vérifier l'effectivité des mesures correctives annoncées.

### 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : **Maîtrise des stockages extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> la hauteur ne dépassera pas les 6 m
<b>Constats :</b> Lors de la visite, les stocks les plus hauts atteignent 6 m, sans dépassement.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Nom du point de contrôle : **Entreposage des déchets non métalliques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 8.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux, hors déchets de métaux ou d'alliage de métaux, implantée au centre du site sera aménagée de façon à constituer trois alvéoles distinctes séparées par des blocs béton de 3,2 mètres de hauteur. L'ouverture de ces alvéoles sera positionnée au nord.
<b>Constats :</b> La zone de transit est située au milieu du site dans le sens Nord Sud, sur le côté ouest. Aucun dépassement de hauteur n'a été constaté.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Nom du point de contrôle : **Volume de déchets non métalliques -rubrique 2714**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> TOTAL : 150 m <sup>3</sup> Cartons : 40 m <sup>3</sup> Bois : 80 m <sup>3</sup> Pneumatiques : 30 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Les quantités de bois et de cartons présentes sur site lors de la visite sont nettement inférieures aux quantités maximum autorisées.  Le stock de pneumatique, ou plus exactement de roues montées de pneumatiques, est formé de 5 bennes de 30 m <sup>3</sup> et de 2 bennes de 25 m <sup>3</sup> , soit 200 m <sup>3</sup> de roues non démontées. Ce stock est regroupé au sud-ouest du site, dans 7 bennes. L'exploitant signale qu'il accumule progressivement ces roues qui sont démontées des engins roulant en fin de vie, qu'il reçoit sur ce site, par exemple des chariots élévateurs ou des pelles mécaniques. D'après l'exploitant, aucune solution industrielle n'existe pour déjanter ce lot très disparate de roues avec pneus. L'exploitant n'effectue pas de suivi des quantités ainsi obtenues, les 7 bennes ne figurant pas dans l'état des stocks du jour. L'exploitant rencontre ce problème sur plusieurs de ses sites et indique que d'ici juin 2022, une procédure interne au groupe Purfer / Derichebourg sera créée afin d'introduire le suivi de ces stocks de production interne dans le tableau général des stocks de chaque site.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale. L'exploitant a 2 mois pour revenir à la conformité, soit moins de 30 m <sup>3</sup> de pneus sur site, et pour présenter une procédure interne de suivi de ce stock.

Nom du point de contrôle : **Volume de déchets non métalliques -rubrique 2716**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> TOTAL : 180 m <sup>3</sup> DNDAE à trier : 60 m <sup>3</sup> Refus de tri : 120 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Les volumes présents lors de la visite respectent ces quantités maximales.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Nom du point de contrôle : **Zone de réception des déchets apportés par le producteur initial**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La zone de collecte de déchets apportés par le producteur initial est parfaitement identifiée. Les piétons circulent de manière sécurisée entre les zones de dépôts de déchets. Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets. Les batteries sont réceptionnées uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage. Elles ne doivent, en aucun cas, être stockées à même le sol. Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux où sont stockées les batteries doivent être rendus inaccessibles au public. Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.
<b>Constats :</b> Dès l'accueil physique sur site, l'apporteur reçoit des instructions claires pour son dépôt. La réception se fait en caisses palettes étanches, à l'entrée du bâtiment principal. La signalisation de l'entreposage dans le bâtiment est satisfaisante.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Nom du point de contrôle : **Quantité de batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 2718-1, au plus 20 tonnes
<p><b>Constats :</b> Le stock informatique indique 17,827 tonnes lors de la visite. Le stock physique présent dans le bâtiment est constitué de 28 caisses palettes entreposées sur 4 niveaux, soit environ 19 t, ce qui est cohérent avec le stock informatique plus les apports de la matinée.</p> <p>L'exploitant a transmis les 3 derniers BSD des lots livrés chez RECYLEX à Arnas, à raison de 8 à 10 t par transport entre le 1er mars et le 13 avril. L'exploitant indique vouloir expédier désormais ces batteries Pb en Espagne, par benne étanche, dans des filiales du groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Derichebourg España S.A.U. - Fundición de Plomo commune : Albalate del Arzobispo</li> <li>• Derichebourg España S.A.U. RECOBAT- commune : Pina de Ebro.</li> </ul> <p>L'Inspection rappelle que le site PURFER de Villefranche n'est pas autorisé à dépasser les 20 tonnes stockées sur site, avant expédition. Toute augmentation du maximum stockable doit en premier lieu faire l'objet d'une demande, via un porter à connaissance argumenté.</p> <p>Les apports de tout autre type de pile ou batteries sont refoulés par l'exploitant.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Nom du point de contrôle : **Plan des réseaux d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs, clapet anti-retour ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu), • les ouvrages de rétention.</p>
<p><b>Constats :</b> Un plan spécifique a été fourni après la visite. La partie sud de la plate-forme s'écoule vers l'Ouest dans un fossé situé sur la bande enherbée à l'ouest. Le séparateur se trouve au sud-ouest du site et selon l'exploitant, il débouche sur une canalisation enterrée appartenant, aux dires de l'exploitant, à la communauté d'agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône (CAVBS), qui remonte le long du site à l'Ouest, jusque la rue. Ensuite l'eau suit son cours jusqu'à la Saône. Actuellement le site ne comporte aucune rétention spécifique de retenue des eaux d'extinction d'un incendie.</p> <p>Depuis 2017, l'exploitant indique travailler avec la CAVBS et l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse sur la modernisation de la gestion interne des eaux de ruissellement du site et de la séparation des réseaux. Ce dossier devrait se traduire par des travaux avant la fin 2022, en lien avec l'extension du bâtiment sur une surface de 300 m<sup>2</sup> sous la forme d'un auvent.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale. L'exploitant transmet sous 3 mois un porter à connaissance présentant le projet de modernisation de sa collecte des eaux et de la capacité de rétention en cas d'incendie. Il peut y inclure son projet de nouvel auvent pour le tri des DIB.</p>



Nom du point de contrôle : **Analyses des rejets d'eau pluviale et recherche du PCB**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2015, article 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations des différents polluants y compris le PCB doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué après la visite d'inspection, le 10 mai 2022, les résultats des analyses sur la période 2017 à 2021. Les dépassements constatés renforcent la nécessité de mettre à niveau le système de collecte et de contrôle des eaux rejetées à la Saône.  L'exploitant n'a pas effectué de recherche de PCB ces dernières années mais a commandé, peu avant la présente visite, une analyse incluant ce paramètre. La glacière de prélèvement est arrivée sur site et le site a réalisé un prélèvement ce lundi 10 mai qui est parti en analyse.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites. L'exploitant transmet sous 1 mois les résultats de l'analyse des eaux incluant le paramètre PCB.
<b>Proposition de suites :</b>